

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'Aménagement du
territoire et de la Décentralisation
Direction générale des collectivités
locales

Sous-direction de la cohésion et de
l'aménagement du territoire

Circulaire du 19 MARS 2025

relative à l'élaboration des contrats de ville 2025-2030 dans les collectivités régies
par l'article 73 de la Constitution, à Saint-Martin et à la Polynésie française

Le ministre d'Etat, ministre des Outre-mer

Le ministre de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation

**La ministre déléguée auprès du ministre de l'Aménagement du territoire et de la
Décentralisation, chargée de la Ville**

à

**Mesdames et Messieurs les préfets de départements d'outre-mer,
Monsieur le préfet délégué auprès du représentant de l'Etat dans la collectivité de
Saint-Martin,**

Monsieur le haut-commissaire de la République en Polynésie Française

Pour information :

- Secrétariat général du Gouvernement
- Secrétariats généraux des ministères de l'Intérieur et de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche.

Référence	NOR : ATDB2503170C
Emetteur	Ministre d'Etat, ministre des outre-mer ; Ministre de l'Aménagement du territoire et de la décentralisation ; Ministre déléguée auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée de la ville
Objet	Politique de la ville – Calendrier des contrats de ville – 2025-2030
Commande	Elaboration de la nouvelle génération 2025-2030 des contrats de ville dans les collectivités régies par l'article 73 de la Constitution, à Saint-Martin et en Polynésie française
Actions à réaliser	<ul style="list-style-type: none">- Définition des grandes priorités des nouveaux contrats de ville à l'échelle intercommunale ou communale et finalisation du contenu du contrat de ville selon une

	<p>stratégie de réponse aux enjeux locaux les plus prégnants au plus tard d'ici la fin 2025 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Articulation renforcée des contrats de ville avec les autres stratégies locales ; - Intégration d'un volet investissement dans les contrats de ville et mobilisation d'acteurs privés ; - Financement majoritaire par voie de conventions pluriannuelles d'objectifs.
Echéance	Application immédiate
Contact utile	dgcl-sdcat@dgcl.gouv.fr ; grande.equipe@anct.gouv.fr ; bcsse@outre-mer.gouv.fr
Nombre de pages et annexes	8 pages

Résumé : La présente circulaire fixe les modalités calendaires et méthodologiques d'élaboration de la nouvelle génération 2025-2030 des contrats de ville dans les départements d'outre-mer, à Saint-Martin et en Polynésie française. Elle demande aux préfets de définir les grandes priorités des nouveaux contrats de ville pour une conclusion des contrats au plus tard avant le 31 décembre 2025, à l'issue d'une consultation élargie et approfondie. Le contenu de la nouvelle génération des contrats de ville devra être recentré sur les enjeux locaux les plus prégnants, identifiés en lien étroit avec les habitants des quartiers, articulés avec les autres stratégies de politiques publiques présentes dans les territoires. Les contrats de ville devront comprendre un volet investissement. La circulaire fixe un objectif de 50% de financements pluriannuels par convention pluriannuelle d'objectifs (CPO).

Catégorie : Mesures d'organisation des services		Domaine : Ville, Collectivités territoriales	
Type : Instruction du gouvernement déconcentrés		et /ou Instruction aux services	
Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Mots clés (liste fermée) : Collectivités territoriales, Aménagement et développement du territoire, Droit local Pouvoirs publics Secteur public, Vie politique, Administration		Autres mots clés (libres) : [...] Politique de la ville, Contrats de ville outre-mer	
Texte(s) de référence : Loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine			

<p>Décret n° 2024-1211 du 27 décembre 2024 relatif aux modalités de détermination des quartiers prioritaires de la politique de la ville particulières aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution, à Saint-Martin et à la Polynésie française</p> <p>Décret n° 2024-1212 du 27 décembre 2024 modifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les collectivités régies par l'article 73 de la Constitution, à Saint-Martin et en Polynésie française</p> <p>Décret n° 2024-1037 du 15 novembre 2024 portant sur les contrats de ville et la participation des habitants à la politique de la ville</p>
Circulaire(s) abrogée(s) : /
Date de mise en application : immédiate
<p>Opposabilité concomitante : Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p> <p><i>La « circulaire » est rendue opposable à la date indiquée sur le BO du pôle ministériel à l'onglet <u>Documents opposables</u>.</i></p>
Pièce(s) annexe(s) : 0
N° d'homologation Cerfa : /
<p>Publication : circulaires.legifrance.gouv.fr <input checked="" type="checkbox"/> Bulletin Officiel <input checked="" type="checkbox"/></p>

La loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine définit les contrats de ville dans son article 6. Ces derniers sont arrivés à échéance au 31 décembre 2024. Afin de mener au mieux l'élaboration de la future génération de contractualisation en matière de politique de la ville, vous avez été invités à dessiner, en co-construction avec les collectivités (communes, EPCI-FP), les contours de la nouvelle géographie prioritaire conformément aux modalités de détermination des quartiers prioritaires de la ville définies par le décret n° 2024-1211 du 27 décembre 2024 relatif aux modalités de détermination des quartiers prioritaires de la politique de la ville particulières aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution, à Saint-Martin et à la Polynésie française.

Après le travail de concertation conduit entre les services de l'Etat et les collectivités, deux décrets ont été publiés : décret n° 2024-1211 du 27 décembre 2024 relatif aux modalités de détermination des quartiers prioritaires de la politique de la ville particulières aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution, à Saint-Martin et à la Polynésie française) et le décret n° 2024-1212 du 27 décembre 2024 modifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les collectivités régies par l'article 73 de la Constitution, à Saint-Martin et en Polynésie française.

La présente circulaire a pour objet de fixer le cadre d'élaboration des nouveaux contrats de ville « Engagements Quartiers 2030 », qui devront répondre à un triple objectif :

- simplifier et accélérer l'action publique, pour produire des résultats tangibles et mesurables pour les habitants en matière de réduction des écarts de développement économique et social ;
- assurer des réponses de qualité aux attentes des habitants, parmi lesquelles la sécurité, l'écologie du quotidien et l'accès à tous les services publics, que ce soit l'offre éducative, périscolaire et extra-scolaire, sportive, culturelle ou sociale, etc. ;
- maximiser la mobilisation des acteurs publics et privés tout en rendant plus lisible le rôle de l'Etat, par une communication uniformisée autour de « Quartiers 2030 », dont le logo est disponible sur le site de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Au regard du chantier de reconstruction nécessaire à la suite du passage du cyclone Chido le 14 décembre 2024 à Mayotte, les contrats de ville mahorais feront l'objet d'une instruction spécifique, qui sera diffusée à la suite de l'examen des projets de loi concernant le territoire.

1. Un travail de refonte des contrats de ville

a. Calendrier d'élaboration de la nouvelle génération 2025-2030 des contrats de ville

Les travaux d'élaboration des futurs contrats de ville doivent être engagés dès le début de l'année 2025.

Cette phase d'élaboration, qui s'inscrira dans un cadre partenarial, se déroulera en deux temps :

- un premier temps devra permettre d'aboutir, fin avril 2025, à la définition, à l'échelle intercommunale ou à l'échelle communale, des grandes priorités identifiées à l'issue d'une consultation citoyenne ;
- dès mai 2025, la rédaction des contrats de ville devra être entamée, en prenant en compte les résultats d'une consultation élargie et approfondie des acteurs de la politique de la ville, d'une part, et les résultats de la consultation citoyenne, d'autre part, les contrats de ville seront conclus **au plus tard le 31 décembre 2025**.

Les contrats de ville seront renouvelés au 1^{er} janvier 2030, puis tous les six ans, conformément au décret n° 2024-1037 du 15 novembre 2024 portant sur les contrats de ville et la participation des habitants à la politique de la ville. Ils pourront faire l'objet d'une actualisation tous les trois ans si les parties en conviennent. Cette actualisation permettra d'ajuster au besoin les priorités identifiées et les stratégies déployées au terme des trois premières années de contractualisation.

Nous vous recommandons de finaliser les contrats de ville le plus tôt possible de manière à pouvoir garantir la rédaction des conventions d'utilisation d'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pour les bailleurs sociaux, d'ici au 31 décembre 2025 (cf. point 4 de la présente circulaire).

27 décembre 2024 : publication du décret relatif aux modalités de détermination des quartiers prioritaires de la politique de la ville en outre-mer et du décret fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville en outre-mer

30 avril 2025 : fin de la consultation citoyenne et définition des grandes priorités de chaque contrat de ville

Avant le 31 décembre 2025 : date limite de signature du contrat de ville et des conventions d'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les bailleurs sociaux signataires des contrats de ville

b. Mobilisation partenariale élargie à l'échelle de chaque territoire

La participation active de l'ensemble des collectivités territoriales est essentielle et vous devrez systématiquement rechercher que la signature des contrats soit assortie d'engagements concrets. Le maire doit être au cœur de l'élaboration des contrats de ville, dans le respect des compétences des communes et des EPCI-FP en matière de politique de la ville. Ces contrats peuvent, par ailleurs, dans les départements et collectivités d'outre-mer, être conclus à l'échelle communale, comme le prévoient les dispositions de l'article 6 de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014.

Dans les DROM et à Saint-Martin, les exécutifs des conseils régionaux, et les collectivités uniques doivent être associés notamment pour s'assurer de la mobilisation des fonds européens au bénéfice des quartiers prioritaires de la ville, objectif que vous devrez systématiser.

A ce titre, vous sensibiliserez les autorités de gestion des départements et régions d'outre-mer et de Saint-Martin à la mobilisation des fonds européens de la politique de cohésion pour le montage de projets en faveur des quartiers et de leurs habitants et vous soutiendrez les acteurs institutionnels et organismes intermédiaires, publics ou privés, en lien avec les autorités de gestion, notamment dans le montage et le suivi des dossiers de demande de subventions et la communication sur les projets, conformément à la loi du 21 février 2014 qui prévoit que les contrats de ville intègrent les actions relevant des fonds européens de la politique de cohésion (article 1).

Enfin, l'ensemble des acteurs publics et privés des DROM, de Saint-Martin et de Polynésie française doivent également être mobilisés afin de créer des synergies entre les différentes initiatives mises en place dans les quartiers prioritaires. Vous pourrez également prévoir la signature d'acteurs privés, tels que des fondations ou des entreprises privées.

Vous veillerez également à articuler les contrats de ville avec l'ensemble des contractualisations existantes sur le territoire.

Une articulation renforcée sera assurée, via le contrat de ville, entre les moyens mobilisés dans le champ de la politique de la ville, et ceux portés dans le cadre des autres politiques publiques, à la fois celles de l'Etat et de ses opérateurs (ANRU, ANAH, AFD...) et celles des collectivités territoriales et de leurs groupements. En particulier, il conviendra, dans les DROM et à Saint-Martin, de veiller à l'articulation réciproque des objectifs des contrats de ville et des contrats de relance et de transition écologique

(CRTE) selon des modalités à définir localement. A cette fin, vous veillerez à la participation des sous-préfets compétents pour la politique de la ville aux comités de pilotage des CRTE dont le périmètre recouvre tout ou partie du périmètre d'un contrat de ville.

L'articulation entre la politique de la ville et les stratégies nationales portées par le Gouvernement apparaît d'autant plus essentielle que nombre d'entre elles ont aujourd'hui pour objet de renforcer la coordination des interventions publiques, dans une logique de parcours, au bénéfice notamment des publics confrontés à des difficultés systémiques.

A ce titre, vous veillerez en particulier à assurer une complémentarité entre les contrats de ville et les pactes locaux des solidarités dans les territoires concernés.

Vous vous attacherez également à ce que l'ensemble des acteurs de l'emploi, notamment au travers la mobilisation du réseau pour l'emploi, dont France Travail est l'un des opérateurs dans les DROM et à Saint-Martin, puissent porter une attention particulière aux enjeux d'accès à l'emploi des habitants résidant en quartier prioritaire.

En Polynésie française, l'articulation de la politique de la ville se fera avec les dispositifs et contractualisations existants localement. Elle sera coordonnée par le syndicat mixte en charge du contrat de ville de l'agglomération de Papeete, en lien avec l'Etat et le Pays.

En cohérence avec les consignes de l'instruction du 4 janvier 2024 relative à la gouvernance des contrats de ville Engagements Quartiers 2030 pour l'hexagone, il vous est demandé d'organiser une réunion annuelle à l'échelle de chaque contrat de ville, préalablement au lancement des appels à projets, afin d'en définir les orientations dans un cadre concerté, après avoir dressé un bilan des actions conduites grâce aux crédits dédiés à la politique de la ville, en lien avec l'ensemble des acteurs impliqués et des leviers financiers de droit commun mobilisés.

c. Une participation citoyenne renforcée

1/ Une participation citoyenne préalable à l'élaboration des contrats de ville

La participation citoyenne doit être systématiquement organisée pour l'élaboration des contrats de ville, notamment pour identifier les grandes thématiques, les projets à réaliser et les indicateurs à suivre.

2/ Une participation citoyenne formalisée dans le contrat de ville

Le contrat de ville devra définir le cadre formel de concertation garantissant la participation des habitants durant la durée du contrat.

Le décret n° 2024-2037 du 15 novembre 2024 portant sur les contrats de ville et la participation des habitants à la politique de la ville précise les modalités de participation des habitants à la politique de la ville. La participation des habitants repose sur un conseil citoyen et l'instance de pilotage du contrat de ville peut solliciter toute démarche de participation complémentaire, en s'appuyant sur les démarches déjà engagées sur le territoire, permettant la représentation des différentes composantes de la population du quartier.

Une instruction particulière liée à la participation citoyenne sera publiée prochainement.

d. Contenu des nouveaux contrats de ville 2025-2030

Le décret n° 2024-2037 du 15 novembre 2024 portant sur les contrats de ville et la participation des habitants à la politique de la ville précise le contenu des contrats de ville.

Les nouveaux contrats de ville comporteront un socle consacré à des thématiques transversales et une partie dédiée aux projets spécifiques à chaque quartier, construite avec l'ensemble des acteurs locaux (habitants, élus, associations, bailleurs, acteurs publics et privés).

Les futurs contrats de ville ne seront par conséquent plus organisés en pilier, mais **recentrés sur les enjeux locaux les plus prégnants identifiés en lien étroit avec les habitants**. Le nombre de ces enjeux sera limité et ils devront être adaptés aux besoins et aux ressources de chaque territoire.

Les réponses à apporter aux enjeux locaux doivent pouvoir s'appuyer sur les différents dispositifs de la politique de la ville existants. La stratégie définie en réponse à ces enjeux précisera l'articulation entre ces différents dispositifs, en identifiant les acteurs et leviers à mobiliser à chaque échelle territoriale, et en incluant l'ensemble des partenaires publics et privés susceptibles d'apporter leur contribution.

Cette stratégie intégrera également un **volet investissement**, qui fera l'objet d'une instruction ultérieure.

La coordination de l'ensemble des actions déployées devra garantir la complémentarité entre la mobilisation renforcée des politiques sectorielles de droit commun et celle des dispositifs et actions soutenues par les crédits du programme 147.

Vous veillerez donc particulièrement à **identifier, mobiliser et accompagner les acteurs privés susceptibles de s'investir dans les quartiers**, au titre de l'accompagnement des habitants des quartiers vers l'emploi et l'entrepreneuriat, mais également des investissements dans les équipements et le cadre de vie des quartiers.

2. Intervention ponctuelle dans des poches de pauvreté

Des territoires identifiés comme vulnérables peuvent correspondre à des quartiers qui ont relevé, auparavant, de la géographie prioritaire mais peuvent également correspondre à des territoires en situation de décrochage.

Afin de mieux tenir compte des réalités sociales des territoires, il sera possible **d'allouer, de façon circonscrite, des crédits financés par le programme 147 au bénéfice de ces territoires, sous réserve que ce soutien exceptionnel s'inscrive dans le cadre partenarial d'un contrat de ville.**

Ces crédits ne feront pas l'objet d'une délégation distincte et seront compris dans l'enveloppe de crédits qui vous est déléguée. Afin de ne pas grever les moyens alloués

aux QPV existants, les crédits représenteront **au maximum 2,5%** de l'enveloppe départementale du programme 147. Cette allocation devra être motivée :

- par des indicateurs locaux permettant d'objectiver la situation du quartier au bénéfice duquel la mobilisation des crédits est sollicitée, et faisant notamment ressortir la similitude de cette situation avec celle des QPV à proprement parler ;
- par la définition de la nature des interventions susceptibles d'être soutenues, et en prenant en compte la possible mobilisation par ailleurs des interventions de droit commun (par exemple, les crédits d'intervention prévus dans le cadre du Pacte des Solidarités).

Enfin, ce soutien, nécessairement ponctuel, devra être alloué annuellement, être subordonné à un co-financement de la ou des collectivités territoriales et de leurs groupements concernés, voire des autres partenaires dans le cadre de la mobilisation de leurs politiques et dispositifs de droit commun, et donner lieu à un suivi (dans le cadre du dialogue de gestion avec le RBOP régional et d'une synthèse au niveau national).

A l'issue de cette période et sous réserve d'une évaluation positive de leur impact, la prise en charge intégrale des actions ou dispositifs mobilisés aurait vocation à être, le cas échéant, reprise par le droit commun.

3. Des financements priorisés, pluriannuels et simplifiés

Les financements que vous octroierez dans le cadre des contrats de ville devront viser prioritairement des associations implantées localement, être priorisés sur les enjeux identifiés par les habitants et assurer un réel effet levier en maximisant les cofinancements publics et privés.

Vous veillerez à privilégier autant que possible, dans un objectif **minimum de 50%, des conventions conclues sous forme de conventions pluriannuelles d'objectifs (CPO)**, sauf circonstances locales particulières et en rendrez compte annuellement à la DGCL et à l'ANCT. Vous cibleriez notamment les associations de proximité et les programmes de réussite éducative (PRE).

Vous veillerez également à **utiliser pleinement la possibilité de financer le fonctionnement des petites associations.**

L'évaluation et l'impact des actions financées devront être analysés de manière quantitative mais également qualitative, ce qui pourra donner lieu à **l'intégration de clauses relatives à la production, la mise à disposition et l'accès aux données des cosignataires des contrats de villes.** Ces données permettront plus généralement une analyse approfondie de l'évolution de la situation socio-économique des quartiers et de leurs habitants.

Les subventions versées par l'Etat devront faire l'objet d'une **communication clarifiée et systématique.** Une charte graphique « Quartiers 2030 » est disponible sur le site de la plateforme de la Grande Equipe de la Réussite Républicaine. Vous assurerez chaque année une communication détaillée (dossier de presse, réunion des acteurs, etc.) des moyens mobilisés dans le cadre de la politique de la ville et du droit commun dans les QPV.

Vous rendrez régulièrement compte du bon avancement de ces travaux à la DGCL (dgcl.sdccl@dgcl.gouv.fr), la DGOM (bcsse@outre-mer.gouv.fr) et l'ANCT (grande.equipe@anct.gouv.fr) qui pourront vous appuyer pour la mise en œuvre de ces orientations.

Des instructions complémentaires vous seront données ultérieurement en lien avec l'adoption de la loi de finances initiale pour 2025.

4. Elaboration des conventions d'utilisation de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)

Pour pouvoir bénéficier de l'abattement de TFPB pour son patrimoine situé en quartier prioritaire dans les DROM (hors Saint-Martin et la Polynésie française), la loi fait obligation au bailleur d'être signataire du contrat de ville et d'une convention d'utilisation de l'abattement au 1^{er} janvier de l'année d'imposition (code général des impôts, article 1388 bis).

La convention d'utilisation de l'abattement doit être adossée au contrat de ville et en constituer une des annexes, signée par la commune, l'EPCI-FP, l'Etat et le bailleur. Le bailleur qui signe le contrat de ville s'engage ainsi à suivre les orientations du contrat et à les détailler dans la convention d'utilisation de l'abattement, en application du cadre national.

Il vous est demandé d'élaborer et de suivre ces conventions d'utilisation conformément à l'instruction du 13 février relative à l'élaboration et au suivi des conventions d'utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) dans les quartiers politiques de la ville comme levier pour agir en faveur de l'amélioration du cadre de vie des habitants.

Dès lors, les contrats de ville devront être signés le plus tôt possible de manière à pouvoir garantir la signature des nouvelles conventions d'utilisation de l'abattement de TFPB au plus tard le 31 décembre 2025. Aussi, nous vous recommandons de lancer les travaux d'élaboration des conventions dès le début de l'année 2025.

Nous vous remercions de votre mobilisation personnelle et de celles de vos équipes, ainsi que de votre engagement au service des habitants des quartiers.


Manuel VALLS


François REBSAMEN


Juliette MEADEL